

**Intervention de Fatiha SAIDI**  
**Première rencontre internationale**  
**Association Des Marocains ayant vécu En Algérie (ADMEA)**  
**Rabat (Maroc), le 20 juillet 08**

Mesdames, Messieurs,  
Chères amies, chers amis,

Avant toute chose permettez-moi de remercier l'association Association Des Marocains ayant vécu En Algérie (ADMEA) et ses principales chevilles ouvrières qui ont organisés cette rencontre qui permet, à des Marocain/es venant de tous les coins du monde de se retrouver ici à Rabat.

Notre présence ici oscille autour de deux mouvements : le premier, dynamique ; le second, douloureux. En effet, abordé sous le versant positif, nous sommes présents ici pour évoquer la paix, la solidarité et les droits humains. Mais, versant douloureux, nous allons aussi nous allons aussi ouvrir une discussion plus difficile, qui fait partie de l'histoire de nombre d'entre nous. Ce fragment d'histoire s'inscrit en 1975, date à laquelle l'Algérie expulse femmes, hommes, enfants, vieillards, personnes handicapées- ironie du sort, parfois rescapés de la guerre d'Algérie à laquelle ils ont pris part.

Combien étaient-ils? Des milliers certes mais les chiffres restent occultés : 80.000? 45.000? 20.000? Plus? Moins? Peu importe. Peu importe car la tragédie n'est pas statistique, son amplitude n'est pas chiffrable. La douleur se mesure à l'aune de l'atrocité des exactions commises sur les personnes, à l'atteinte à la dignité humaine, au bafouage des droits fondamentaux. Et c'est bien dans ce cas de figure que nous plongeait 1975.

Si la douleur était incommensurable, elle était d'autant plus vive que l'exaction commise l'a été par un pays voisin, un pays frère. Un pays qui commettait une démarche regrettable, une erreur politique et stratégique qui portera l'estocade à toute forme d'union maghrébine voire arabe. Les pays arabo-berbères s'ils avaient franchi l'étape de l'union en auraient gagné, à coup sûr, en crédibilité, en solidarité, en force politique, sociale, économique mais aussi voire surtout culturelle et humaine. La construction de l'Union européenne, fusse-t-elle difficile est l'exemple sur lequel nous pouvons nous appuyer pour étayer nos propos.

Chers amis, chères amies,

J'ai accepté de m'intégrer à la démarche initiée par l'association ADMEA car elle noble, légitime et surtout dénuée de tout esprit revanchard. En effet, le plus bel acte que peut poser l'être humain c'est de convertir ses difficultés, ses douleurs, ses souffrances en une stratégie collective fondée sur l'intérêt du plus grand nombre. C'est ce ressort qui m'attire tout particulièrement dans les tâches que s'incombe l'ADMEA. Mais ce n'aest pas là le vecteur unique. En effet, pour nombre d'entre nous qui étions jeunes à l'époque des faits et qui, comme moi, ont vécu cet épisode en différé, car pris dans une autre histoire d'immigration, cette association permet un véritable exercice de mémoire, une manière de se réapproprier, sans nostalgie et sans haine, un moment de son histoire.

Et c'est là que l'exercice devient passionnant : tenter de comprendre, comprendre, analyser avec le recul, écouter les témoignages, recouper les faits..., en un mot, reconstituer les morceaux d'une histoire trop vite oubliée, d'une page de l'histoire tournée sans être lue.

Lisons ensemble cette page de l'histoire, de notre histoire, «notre» ne signifiant pas simplement ceux qui ont vécu l'instant mais «notre» en tant que Marocains, en tant que Rifains, en tant que Maghrébins, en tant que démocrates.

Lisons ensemble cette page pour pouvoir la transmettre à nos enfants et nos petits-enfants.

Nous voulons savoir comment des familles entières, dépossédées de leurs biens, déchiquettées du jour au lendemain dans leur tissu familial, social, relationnel ont été reçues dans leur pays d'origine.

Nous voulons savoir combien elles étaient. Ce qu'elles sont devenues? Ont-elles terminé leur trajectoire forcée au Maroc? L'ont-elles prolongée dans un parcours migratoire?

Nous voulons savoir quels ont été les effets, à court, moyen et long terme sur les relations affectives des Marocain/es expulsé/es. Que sont devenues ces personnes brisées dans leur quotidien? Que sont devenues ces familles séparées? Que sont devenus ces enfants dont on a brutalement sectionné la scolarité? Comment ont-elles assumé leur subsistance lorsqu'elles se sont vues privées de toute ressource matérielle et financière?

On pourrait encore et encore continuer cette liste de questions mais ce serait inutile car elles sont connues ; ce sont les réponses qui tardent.

Le Maroc a eu le courage d'ouvrir le dossier sombre des années de plomb en installant une commission ad hoc, l'Instance Equité et Réconciliation (IER), qui, malgré toutes les limites qu'on peut lui imputer a eu le mérite de libérer la parole, de dire l'indiscible, de penser-panser les plaies, de se hasarder vers une sérénité individuelle et nationale.

C'est aussi dans cette direction qu'il faudrait se diriger pour cette période maroco-algérienne qui coïncide avec la période noire que j'ai évoquée.

Et à ce niveau, chères amies, chers amis, au risque de vous heurter, quelles que soient les ambitions de l'ADMEA ou d'autres associations, vous ne pourrez venir seuls au bout de la tâche.

Les responsables marocains, les décideurs politiques, le gouvernement doivent soutenir leurs citoyens dans la démarche et leur assurer soutien moral, logistique et autre.

Du côté algérien, il en va du même exercice. Malgré toute la honte qu'il peut éprouver pour le geste, il lui appartient et fait partie intégrante d'un moment de son histoire qui doit être assumé. Il serait tout à l'honneur des décideurs politiques algériens, du gouvernement algérien d'entrebaïller la porte et d'oser aller à la rencontre des personnes qui ont été les victimes d'un acte politique misérable, dénué de toute considération pour l'être humain et sa dignité.

Qui des deux parties osera franchir le premier pas? Car quel que soit l'attentisme politique, les citoyens marocains et algériens continuent de se côtoyer : les frontières sont poreuses et chaque jour des centaines de personnes les franchissent allègrement sous l'œil bienveillant -ça ne s'invente pas !- de «zouj beghal» (deux mulets).

Mais quelle que soit la force des motivations, des passions, de persuasion des citoyens, ils ne peuvent violer les portes du politique. Et c'est pourtant derrière cette porte que se trouve la

solution. Le politique doit comprendre que ces frontières sont non seulement ridicules car inefficaces mais qu'elles portent un coup fatal à une union qui pourrait s'avérer fructueuse à bien des égards.

Le développement d'un Etat ne peut s'envisager sans un cadre de démocratie, de solidarité et d'échange. Si le Maroc et l'Algérie aspirent véritablement à un climat de paix, de démocratie et de bien-être de leurs citoyens, ils ne pourront plus se permettre de jouer plus longtemps encore la politique de l'autruche.

Nous espérons dès lors, que toutes les initiatives, comme celle développée ce jour viendront les renforcer dans leur volonté de s'asseoir autour d'une table et d'engager un travail de dialogue et de construction en vue du développement harmonieux du Maghreb, dans un premier temps, avant de s'étendre à d'autres régions.

Et si, malgré tout la raison et le bon sens ne l'emportent pas sur l'entêtement stérile, nous continuerons à œuvrer toujours dans la même voie : celle de la défense des droits humains, de la démocratie et de la solidarité entre les peuples.

Je vous remercie de votre attention.